



PRÉFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Nîmes, le - 5 JUIL. 2019

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision ICPE

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 19-014-DREAL

mettant en demeure la **société CEMENTS CALCIA à BEAUCAIRE**
de respecter certaines dispositions de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu** le Code de l'environnement et ses textes d'application, et en particulier son article L171-8 ;
- Vu** la décision d'exécution de la commission européenne du 26 mars 2013 relative aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 actualisant les prescriptions techniques applicables à la société Ciments Calcia pour son site de Beaucaire qui fabrique du ciment et co-incinère des déchets dangereux et non dangereux ;
- Vu** le Plan de Protection de l'Atmosphère de la zone urbaine de Nîmes approuvé par le préfet du Gard le 3 juin 2016 ;
- Vu** le courrier de la société Ciments Calcia en date du 15 décembre 2017 avec proposition d'un programme de travaux de réduction des niveaux sonores ;
- Vu** les rapports d'inspection au titre de la législation sur les installations classées établis suite aux visites d'inspection réalisées dans cette entreprise et notamment celles en date des 26 avril 2018, 5 octobre 2018 et 17 mai 2019 ;
- Vu** le rapport en date du 23 mai 2019 et les propositions de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en recommandé du 11 juin 2019 avec accusé de réception du 12 juin 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours à l'inspection de l'environnement ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 26 juin 2019 ;

Considérant que la société CEMENTS CALCIA exploite à Beaucaire une cimenterie et co-incinère dans son four des déchets dangereux et non dangereux réglementée par l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 ;

Considérant que le fonctionnement de cet établissement fait l'objet de plaintes de voisinage relatives aux nuisances sonores et aux poussières,

Considérant que des échéances fixées dans l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 relatives à la fourniture d'études relatives à la réduction des rejets en mercure et à la réduction des niveaux sonores sont dépassées ;

Considérant les constats faits lors de l'inspection sur le site le 17 mai 2019 et notamment que les études attendues ne sont pas encore disponibles;

Considérant que dans le cadre du contradictoire, la société Ciments Calcia dans son courrier du 26 juin 2019 a fourni un bilan matière 2018 sur le mercure et précise qu'une campagne de mesure du mercure a commencé en mai 2019 et se terminera en août 2019 et qu'une proposition d'action de maîtrise des rejets de mercure sera transmise en octobre 2019 ;

Considérant l'engagement de la société Ciments Calcia dans son courrier du 26 juin 2019 de transmettre à fin octobre 2019 des propositions d'action de maîtrise des rejets de mercure ;

Considérant que les résultats de la surveillance en mercure présentés par l'exploitant lors de la visite d'inspection en date du 17 mai 2019 ne dépassent pas la valeur de 0,03 mg/Nm³ ;

Considérant que dans le cadre du contradictoire, la société Ciments Calcia dans son courrier du 26 juin 2019 indique que le programme de travaux à réaliser pour réduire l'impact sonore en référence à l'article 14.4.3 a été adressé à l'inspection le 15 décembre 2017 ;

Considérant que le rapport de la Dreal transmis le 9 mai 2018 à la société Ciments Calcia suite à l'inspection réalisée sur le site le 27 avril 2018, relève en non-conformité numéro 5 le non respect de l'article 14.4.3 ;

Considérant que dans sa réponse en date du 14 juin 2018, la société Ciments Calcia transmet des mesures de bruit réalisées en décembre 2017 ainsi qu'un historique des travaux déjà entrepris ;

Considérant que les résultats et les conditions de mesure des relevés sonores transmis par la société Ciments Calcia ne montrent pas le respect des valeurs limites fixées à l'article 13.4.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 ;

Considérant que la proposition d'un programme de travaux de réduction des niveaux sonores transmises par l'exploitant en date du 15 décembre 2017 n'a pas été réalisée sur la base d'une étude technico-économique ;

Considérant qu'il n'est pas possible dès lors de déterminer la pertinence et la suffisance des travaux proposés dans ce programme au regard des coûts présentés par l'exploitant ;

Considérant que cette proposition de programme de réduction renvoie vers une étude technique qui devait être réalisée au premier semestre 2018 pour traiter des problèmes de résonances créées lors des phases d'arrêt et de démarrage du four ;

Considérant que cette étude n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées ;

Considérant que les plaintes formulées par les riverains correspondent également aux périodes de bruit liées à ces phases d'arrêt et de démarrage ;

Considérant ainsi que les éléments successifs transmis par la société Ciments Calcia et en particulier la proposition en date du 15/12/2017 sus-visée, ne permettent pas de répondre à l'article 14.4.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 qui demande un programme de travaux permettant le respect des valeurs limites de bruit fixées à l'article 13.4.2 sur la base d'une étude technico économique déterminant la nature des travaux à réaliser et leur coût justifiant la calendrier de leur mise en œuvre ;

Considérant que la société Ciments Calcia dans son courrier du 26 juin 2019 indique qu'une étude a été commandée à l'entreprise Echo Acoustique et que le bilan sera disponible sous un délai de six mois et non trois comme proposé ;

Considérant que certains constats concernent des manquements aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 et que ces manquements ont déjà été signalés à l'exploitant ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1- DISPOSITIONS A RESPECTER

La société CIMENTS CALCIA dont le siège est situé rue des Technodes 78930 GUERVILLE cedex est mise en demeure pour le site qu'elle exploite à Beaucaire de respecter les prescriptions suivantes de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 :

- **pour le 31 décembre 2019**, les dispositions de l'article 13.4.3 relatif à la remise d'un programme de travaux de poursuite de réduction des niveaux sonores de façon à respecter les valeurs fixées à l'article 13.4.2. Ce programme est réalisé sur la base d'une étude technico-économique permettant de déterminer la nature des travaux à réaliser, leur coût et le calendrier de leur mise en œuvre.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DÉLAI ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES situé 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 NÎMES cedex 09, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES TIERS - COMMUNICATION

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois

Le même arrêté sera publié sur le site internet de l'inspection des installations classées, <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/rechercheICForm.php>.

ARTICLE 5 – EXECUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, unité inter-départementale Gard-Lozère,
- le maire de Beaucaire,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Ciments Calcia dont le siège social est situé rue des Technodes 78930 GUERVILLE.

Le préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général

François LALANNE

